

RECAMP : coopération civilo-militaire mai 2005

Dans le cadre de programmes de maintien ou de retour à la paix, les militaires sont amenés à travailler avec les civils ; par commodité, il faut distinguer les ONG humanitaires, qui cohabitent avec eux sur le champ de bataille et dans la reconstruction, et la société civile qui renaît dans la phase post-conflit. RECAMP aborde donc les deux cas différemment.

La collaboration MILITAIRES-HUMANITAIRES

Tout d'abord, les militaires occidentaux ont fait de grands efforts ces dernières années pour inclure les ONG dans leur travail de maintien de la paix (que ce soit les BPST, l'ACRI-ACOTA ou RECAMP) : il faut constater que les ONG, fortes de leur statut consultatif auprès de l'ECOSOC, organe des Nations Unies (droit fondé sur l'article 71 de la Charte), profitent de cette reconnaissance pour collaborer en égal avec l'ONU à travers le monde ; les Casques Bleus peuvent désormais être en présence de milliers de tels groupes sur un seul théâtre d'opération (après le génocide au Rwanda en 1994, 109 organisations humanitaires opéraient à partir de Kigali et, en 1996, 1700 étaient présentes en Bosnie). Dans des pays comme l'Éthiopie, l'Angola, le Soudan, la Zambie, des ONG ont sacrifié (afin d'atteindre les populations) en partie leurs principes, en particulier leur indépendance et leur impartialité, et accepté la protection des gouvernements ou des belligérants rebelles, voire de l'argent de ces groupes.¹

Bien que les ONG soient capables de beaucoup, elles savent désormais qu'elles dépendent aussi des militaires. Pour cette raison les Nations Unies ont pris l'habitude au cours des missions humanitaires d'établir des Centres d'Opérations Civilo-Militaires (C-MOC) pour les casques bleus et des Centres d'Opérations sur Sites (OSOC), établis par les agences de l'ONU. Au Rwanda par exemple une soixantaine d'ONG assistait aux réunions des OSOC. Malgré de sérieux obstacles (méfiances mutuelles, réticences à se côtoyer, différences d'organisation et de communication), les ONG et les militaires se coordonnent donc de plus en plus et sans surprise RECAMP suit cette tendance.²

Désireux d'améliorer leurs relations, les militaires et les civils humanitaires prônent tous les deux la création d'entraînements communs et des manuels pour promouvoir la coordination et la coopération en exercice. Mieux connaître l'autre serait la base de la partie « Mécanismes de coordination dans le Champ » : celle-ci comprend des réunions formelles et informelles, les procédures de communication, de sécurité et de conduite pour les officiers de liaison, les signaux d'appels et les plans d'urgences. Les manuels pourraient par exemple décrire les cultures et les chaînes organisationnelles respectives des deux institutions, leurs compétences et leurs spécialisations,... Précisément au cours des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les rotations des troupes militaires entre les nations alliées au sein des casques bleus se font au détriment de la coopération ; au bout de six mois, alors même que la connaissance de l'autre et la confiance viennent de s'établir. RECAMP pallie ce problème en intégrant les ONG et les OI aux séminaires des militaires et diplomates du programme. Par exemple lors du séminaire organisé à Accra (Ghana) qui a débouché sur l'exercice inter-armes au Bénin, les ONG étaient présentes afin de faire passer leur message aux militaires et de recevoir les griefs des autres acteurs. Enfin, les grandes organisations humanitaires et la Croix Rouge, représentées lors de cette même conférence, furent associées aux débats du séminaire politico-militaire ainsi qu'au déroulement de l'exercice CPX/FTX au Bénin. Ce système fonctionne

¹ <http://www.una-uk.org/UN&C/ngoandconflict.html>

² [http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/\\$File/irrc_855_Rana.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/$File/irrc_855_Rana.pdf)

bien : des progrès sensibles ont été effectués, notamment grâce aux expériences africaines, et ont permis de remplir l'objectif « Planifier, coordonner, communiquer ». ³

Par ailleurs, les armées modernes intègrent désormais les missions civilo-militaires (A.C.M.) qui pour certaines "ressemblent" à l'action humanitaire. Lors de l'exercice RECAMP appelé "opération TANZANITE" (2002), la protection des réfugiés par les armées africaines était à l'ordre du jour.

Les projets MILITAIRES-CIVILS

Au cours de chaque cycle de RECAMP ont lieu des projets menés par un ou des Etats en partenariat avec le civil afin d'entretenir la paix. Cela peut être, comme l'a fait la France, le financement de la réhabilitation d'une bibliothèque, l'extension d'un réseau d'alimentation en eau potable, la construction de hangars de marché, de logements,... Or ce sont ces installations simples (école, bibliothèque, hôpital, marché, citerne, centre de réception de réfugiés,...) qui aident à la stabilisation d'un pays. Au cours du cycle Bénin 2004 (RECAMP IV), l'Allemagne, le Japon et bien entendu le Bénin ont financé et aidé des projets pour des sommes diverses et à plus ou moins long terme. . Le savoir-faire d'ONG et d'organisations internationales est sollicité afin d'accomplir ces projets. Ces partenaires sont soit occidentaux (UNICEF, HCR, MSF, Programme Alimentaire Mondial), soit locaux (dans le cas du Bénin, ce fut par exemple Croix Rouge Bénin, ALDIPE, ALPEDEC, Handicap Plus). A chaque cycle, les acteurs du RECAMP proposent à ces partenaires de lier leurs ambition et leur savoir-faire en Afrique à une liste de projets RECAMP dans le cadre d'actions civilo-militaires pouvant être réalisés dans le pays considéré au cours du cycle et susceptibles d'être inaugurés ou de faire l'objet d'une publicité lors de l'exercice. Prenant en compte les souhaits de ces membres de la société civile locale, les militaires responsables de RECAMP solliciteront d'autres Etats pour éventuellement devenir partenaires. Une fois les projets attribués, une démarche officielle est entreprise. A titre d'exemple, 46 projets ont été proposés en 2004 et une quinzaine déjà entrepris. Même si les sommes augmentent à chaque cycle, l'aide demeure embryonnaire. La tendance actuelle devrait voir plus d'ONG locales faire appel à RECAMP et donc inciter la France à solliciter plus de pays partenaires, notamment ceux où la culture de collaboration avec la société civile est très forte ou qui n'ont pas de programmes militaires spécifiques en Afrique. ⁴

RECAMP n'a pas naturellement vocation à se transformer en lieu de coopération civilo-militaire. Pourtant les expériences dans la région prouvent que l'appoint, d'une part des ONG humanitaires dans le rétablissement rapide et digne de la paix, et, d'autre part des sociétés civiles locales pour garantir la paix, particulièrement après un conflit, s'avèrent très utile. La voie choisie par RECAMP pour se lier aux premiers (en les intégrant aux séminaires et en écoutant leurs griefs) et aux seconds (mettre en liaison les besoins de la société civile avec les financements et les savoir-faire pour accomplir ces projets) semble judicieuse et doit donc être développée.

³ <http://www.recamp4.org/fr/polmil.php>

⁴ <http://www.recamp4.org/fr/projets.php>